

Unité inter-départementale des Hautes-Pyrénées et du Gers
19, place de l'ancien foirail
32000 AUCH

Auch, le 25/09/2023

Rapport de contrôle de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/08/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SMPEPTDG TRIGONE
ISDND du HOUGA
1 rue Jacqueline Auriol - 32000 Auch

Référence : 2023-0819-Dp
Code AIOT : 0006804812

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/08/2023 dans l'établissement SMPEPTDG TRIGONE implanté au lieu-dit Pontac - 32460 Le Houga. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection a été effectuée suite à un départ de feu détecté le jeudi 24 août en milieu d'après-midi par les agents de l'ISDND du Houga vers 16h au niveau du talus à gauche de quai de déchargement.

L'intervention rapide des agents du site avec la pulvérisation d'environ 300L d'eau puis l'arrivée du SDIS dès 16h30 a permis de confiner les flammes au secteur du quai de déchargement. L'engin de terrassement du site est intervenu rapidement pour ajouter de la terre à proximité du quai. Un second engin de terrassement a été également mobilisé sur site dès 17h20. L'arrosage intensif et le brassage de la zone affectée se sont poursuivis jusqu'à 18h30 environ. L'intervention était considérée comme achevée vers 19h30.

Aucun impact sur l'exploitation du site ou sur la sécurité du voisinage sont à signaler. Le dispositif d'étanchéité et de captage de biogaz n'ont souffert aucun dommage.

Des rondes de surveillance ont été assurées par l'astreinte de Trigone toute la soirée et la nuit du 24 au 25/08.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SMPEPTDG TRIGONE
- Pontac 32460 Le Houga
- Code AIOT : 0006804812
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui
- Activité : ISDND

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées au préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, etc.

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer au préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé au préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Rapport d'incident	Code de l'environnement du 16/10/2007, article R512-69	/	Sans objet
2	Registre des admissions	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 32	/	Sans objet
3	Conduite d'exploitation	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 33-II	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant devra apporter des modifications et des précisions à son instruction relative à la prévention du risque en période forte chaleur et réduire la vulnérabilité de la caméra AGEC.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rapport d'incident
Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/10/2007, article R512-69
Thème(s) : Risques accidentels, Rapport d'incident
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.
Constats : Le rapport d'incident a été transmis le 28/08/2023.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Registre des admissions
Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 32
Thème(s) : Autre, Registre des admissions
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant tient en permanence à jour et à la disposition de l'inspection des installations classées un registre des admissions, un registre des refus et un registre des documents d'accompagnement des déchets (information préalable et résultats de caractérisation de base ou du contrôle de conformité). En complément des prescriptions générales applicables aux registres des installations de traitement de déchets, l'exploitant consigne sur le registre des admissions, pour chaque véhicule apportant des déchets : <ul style="list-style-type: none">- le résultat des contrôles d'admission (contrôle visuel et contrôle des documents d'accompagnement des déchets) ;- la date de délivrance de l'accusé de réception ou de la notification de refus et, le cas échéant, le motif du refus.
Constats : Le registre des admissions du 24/05/2023 a été fournie à l'Inspection. Il montre des apports d'ordures ménagères résiduelles et de TV (2140 kg) en provenance des SICTOM OUEST et de Condom.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Conduite d'exploitation
Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 33-II
Thème(s) : Autre, Conduite d'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le mode de stockage permet de limiter les envols de déchets et d'éviter leur dispersion sur les voies publiques et les zones environnantes. Si nécessaire, l'exploitant met en place un système, adapté à la configuration du site, qui permet de limiter les envols et de capter les éléments légers néanmoins envolés. Il procède régulièrement au nettoyage des abords de l'installation.</p> <p>L'exploitant dispose en permanence d'une réserve de matériaux de recouvrement au moins égale à la quantité utilisée pour 15 jours d'exploitation. L'arrêté préfectoral d'autorisation précise les modalités de mise en place des déchets, la fréquence et le mode de leur recouvrement et la quantité minimale de matériaux de recouvrement qui doit être présente sur le site. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées le bilan matière des matériaux de recouvrement.</p> <p>Afin d'empêcher tout envol de déchets ou de limiter les odeurs, les déchets biodégradables stockés dans un casier sont recouverts par des matériaux ou des déchets non dangereux ou inertes ne présentant pas de risque d'envol et d'odeurs. Le compost non conforme aux normes en vigueur, les mâchefers ou les déchets de sédiments non dangereux peuvent être notamment utilisés.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose de réserves suffisantes de terres de recouvrement. Il a notamment mis en œuvre une instruction "Prévention incendie en cas de fortes chaleurs" comprenant des moyens techniques, humains et opérationnels spécifiques pour les périodes de fortes chaleurs. Par ailleurs, l'exploitant a transmis les justificatifs prouvant que les opérateurs du site du Houga ont reçu le 20/07/2022 une formation d'1h30 au sujet des procédures d'astreinte, d'exploitation en période de forte chaleur ou encore du compactage des déchets.</p> <p>L'exploitant a envoyé un courriel le lundi 21/08/2023 à 10h08 informant les opérateurs TRIGONE du Houga du déclenchement du mode "forte chaleur" à partir du lundi 21/08/2023 et jusqu'au 25/08/2023 (la période de 7 j étant reportée tous les jours si la température reste supérieure à 30°C). Comme demandé, l'Inspection était en copie de ce courriel.</p> <p>Les consignes spécifiques en période de forte chaleur stipulent notamment que la couverture des déchets récemment stockés est réalisée 2 fois tous les 8 jours et qu'elle est renforcée sur les bords de la zone d'exploitation (crête et pied de talus).</p> <p>Sur site, le jour de la visite du 28/08/2023, l'Inspection a constaté que le recouvrement en terre de la zone de déchets pouvait être inégal et qu'aucune épaisseur minimale de recouvrement n'était indiquée dans l'instruction associée. Le départ de feu s'est produit au niveau du quai de déchargement toutefois cette zone ne semblait pas avoir fait l'objet d'une couverture renforcée (avant l'ajout de terre en urgence par l'opérateur présent sur site au moment du départ de feu).</p> <p>L'instruction pourrait donc être utilement modifiée et clarifiée en précisant l'épaisseur de recouvrement, en augmentant leur fréquence et en reformulant la consigne pour la période à respecter entre deux recouvrements.</p> <p>D'autre part, lors de la visite, l'Inspection a constaté que la caméra AGEC et ses câbles d'alimentation électrique se situaient dans la zone de l'incendie et que les protections des câbles avaient été endommagées et en proie aux flammes. Cette caméra, citée dans l'instruction d'exploitation en période de forte chaleur comme "moyen de levée de doute de 17h30 à 20h", doit donc être soit déplacée soit mieux protégée afin d'être moins vulnérable aux éventuels départ de feu en bord de quai de déchargement.</p>
Type de suites proposées : Sans suites
Proposition de suites : Sans objet